

Afghanistan : le défi de l'indépendance des médias audiovisuels

Peter Feuilherade, analyste médias, BBC World Service



Le défi de

L'indépendance

Peter Feuilherade

Analyste médias, BBC World Service

L'Afghanistan est l'un des pays les moins développés du monde.

Les médias connaissent une situation moins critique que celle d'autres secteurs depuis la chute du régime taliban en octobre 2001. Ils ont bénéficié de l'assistance de la communauté internationale en nouveaux équipements, programmes de formation, etc.

Mais, selon les responsables afghans et les bailleurs de fonds internationaux, les autorités ont besoin d'au moins 10 milliards de dollars, sur les cinq prochaines années, pour reconstruire le pays et rebâtir une structure économique permettant de faire vivre ses habitants.

Néanmoins, il est primordial dans ce processus de reconstruction de réhabiliter les médias et, en particulier, de remettre sur pied le secteur audiovisuel.

Émissions

Radio Afghanistan a recommencé à émettre et espère bientôt diffuser des programmes à destination de

l'étranger. Il reste cependant à bâtir un service de télévision national car la radio et la télévision afghanes dépendent encore de l'assistance technique internationale.

À Kaboul, la télévision émet cinq à six heures par jour, avec une portée limitée. Les provinces sont desservies par des stations de radio et de télévision locales.

Assistance mondiale

Une dizaine de radiodiffuseurs étrangers ont apporté leur aide en équipements, programmation et formation, en débloquent plusieurs millions de dollars. Depuis 2001, des radiodiffuseurs ont lancé de nouveaux services ou développé les services existants, en dari et en pachtoune.

Les États-Unis ont fait don de deux émetteurs FM à Kaboul et en ont promis à d'autres villes ; Kandahar, Mazar-e-Sharif et Herat. Deux émetteurs MW, d'une portée nationale, devraient être installés

prochainement. Les États-Unis ont doté la télévision afghane d'un émetteur de 1 kW, qui doit porter à plus de 70km de la capitale.

L'Agence américaine pour le développement international a fourni des appareils nécessaires à la réalisation de programmes éducatifs.

Le Japon prévoit de financer un nouvel émetteur TV dans les environs de Kaboul, étape supplémentaire dans le processus de remise en service du réseau national.

Avec un prêt de 1,6 million d'euros du département du développement international du gouvernement britannique, le BBC World Service Trust a fait don d'équipements à la radio et à la télévision afghanes, a formé plus de 350 journalistes à Kaboul et dans le reste du pays et collabore actuellement avec les autorités afin d'évaluer les besoins futurs d'un cadre réglementaire pour l'audiovisuel.

L'Iran, étroitement associé à la reconstruction des infrastructures de la radiodiffusion afghane, a fait don d'équipements radio et TV, dont un émetteur radio de 50 kW, et renforce actuellement ses émissions en dari et pachtoune sur la radio régionale iranienne.

mandance

des médias audiovisuels

Nouveaux services

En février 2002, Radio Afghanistan a commencé à diffuser de Kaboul un programme quotidien intitulé «Good Morning Afghanistan», grâce à l'appui du Centre des médias des pays baltes, organisation basée au Danemark, et de la Commission européenne. En août 2002, l'Allemagne a lancé la station FM Voice of Freedom, qui diffuse des programmes d'actualité, des émissions musicales et des cours de langues depuis un camp militaire allemand des environs de Kaboul.

Deutsche Welle a apporté son assistance technique à la radio et à la télévision afghanes pour la production de programmes. DW produit aussi un programme d'actualité quotidien d'une dizaine de minutes pour la télévision afghane, ainsi que des documentaires hebdomadaires. En avril 2003, Kandahar TV a reçu de DW une antenne satellite de 3,6 m et des dispositifs de réception. Des équipements similaires avaient déjà été offerts à Kaboul TV en 2002.

À Kaboul, les radios suivantes sont sur la FM : Radio Afghanistan (organisme de radiodiffusion national), Radio Kaboul, «Good Morning Afghanistan», BBC World Service (en anglais,



Emetteur FM de BBC World Service à Bamian, alimentée par énergie solaire

pachtoune et dari), Radio Free Afghanistan/Voice of America (en dari et pachtoune) et RFI (en anglais, français et persan). Il existe également une station qui émet en dari et en pachtoune d'une base américaine à Bagram, ainsi que Voice of Freedom, émettant en dari et pachtoune, financée par l'armée allemande.

Destinée aux auditeurs afghans, Nawa-e Dost, «la voix amie», inaugurée en octobre 2001, est diffusée par l'intermédiaire de l'émetteur de 300 kW de Radio Pakistan, à Peshawar.

Selon la première enquête menée sur ce thème depuis la chute des Talibans en 2001, 82% des Afghans interrogés à Kaboul écoutent les émissions de BBC World Service en langues perse et pachtoune chaque semaine, puis le service combiné VOA et RFE/RL Radio Free Afghanistan 81% ; Deutsche Welle 41% ; Radio Pakistan 49% ; Radio Téhéran 48% ; All India Radio 40%.

La BBC encourage le dialogue entre Afghans, en produisant par exemple des programmes de radio dans les domaines de l'éducation et de la

formation (apprentissage à distance, notamment).

Pour les élections de juin 2004, la BBC compte diffuser des programmes radiophoniques pour permettre aux auditeurs de comprendre le processus électoral afghan (calendrier, procédures de vote, etc.).

Parallèlement, le réseau américain Radio Free Europe/Radio Liberty a mis au point un programme de formation d'une durée de six mois, destiné aux jeunes journalistes afghans.

En août 2002, VOA et Radio Free Europe/Radio Free Afghanistan ont associé leurs efforts pour diffuser, 24 heures sur 24, des programmes d'actualité et des documentaires en dari et en pachoune, ainsi que de la musique.

Communautés

Voice of Afghan Women («la voix des femmes afghanes»), a commencé à émettre en FM le 8 mars, Journée internationale de la femme. Financée par l'UNESCO et une organisation non gouvernementale française, elle privilégie l'information éducative et pratique, une heure chaque soir à Kaboul. Cette radio prévoit également de créer plusieurs stations sur l'ensemble du territoire afghan, afin de pouvoir diffuser ses programmes sur ondes moyennes. La radio est un médium primordial car, selon les estimations, au moins 85% des femmes afghanes sont analphabètes.

L'UNESCO a mis une station FM à la disposition de la faculté de journalisme de l'université de Kaboul. Les transmissions devraient débiter sous peu.

Ces deux stations sont les deux premières radios communautaires mises sur pied en Afghanistan depuis la chute du régime taliban.

Une radio FM employant uniquement des femmes et destinée principalement aux auditrices a été lancée à Mazar-e-Sharif le 9 mars. Elle émet deux heures par jour. La station AIR (Afghan Independent Radio) devrait commencer à émettre dans le courant de l'année. Il s'agira de la première radio indépendante, basée à Kandahar, l'ancien bastion des talibans, dans le sud de l'Afghanistan. Ce projet, lancé par Afghans for Civil Society, est financé par la Carr Foundation et l'OSI (Open Society Institute).

Censure

La loi sur la liberté de la presse d'avril 2002 a mis fin à des années



RADIO-TV AFGHANISTAN -
 RADIO KABUL - GOOD MORNING
 AFGHANISTAN - BBC WORLD SERVICE -
 RADIO FREE AFGHANISTAN/
 VOICE OF AMERICA - RFI -
 VOICE OF FREEDOM -
 NAUVA-E DOST - RADIO PAKISTAN -
 DEUTSCHE WELLE - RADIO TÉHÉRAN -
 ALL INDIA RADIO - RADIO FREE
 EUROPE/RADIO LIBERTY -
 VOICE OF AFGHAN WOMEN -
 AFGHAN INDEPENDENT RADIO -

de censure et d'interdiction de liberté d'expression des talibans. Certains sont préoccupés, car cette loi dispose que les propriétaires de société de média doivent obtenir la permission du gouvernement pour exercer et que seuls les citoyens afghans peuvent imprimer des publications, d'où la crainte que les radiodiffuseurs locaux ne soient pas en mesure de résister aux pressions des autorités.

Le public

Les citoyens sont de plus en plus nombreux à s'équiper : l'année dernière, nombre d'entre eux ont acheté des téléviseurs et des antennes satellites, dont le prix est prohibitif pour la plupart des Afghans. Mais le public, après vingt-trois années de guerre et le régime taliban, souhaite avoir accès à des programmes divertissants et éducatifs, au lieu de sempiternels reportages politiques.

Il existe d'autres sources d'information, pour ceux qui ont les moyens d'accéder aux programmes radio et télé diffusés par satellite. Cependant, l'absence de radios et de télévisions privées en Afghanistan se traduit par une concurrence quasi inexistante qui n'encourage pas les médias publics à répondre aux attentes de la population.

Ingérence ?

La presse de Kaboul a récemment publié des articles condamnant la décision prise par le ministère de l'Information et de la Culture d'autoriser la BBC, Voice of America et RFI à installer des relais radio sur le sol afghan.

En janvier, la télévision par câble a été interdite. Pour l'une des plus hautes autorités judiciaires du pays, la télévision par câble est « incompatible avec l'islam » : une position qui rappelle les heures sombres du régime taliban.

Néanmoins, en avril dernier, les réseaux de télévision par câble ont recommencé à fonctionner à Kaboul, ce qui reflète une victoire des libéraux du gouvernement Karzai.

La télévision par câble est donc le moyen le plus efficace et le plus abordable pour avoir accès à l'actualité, aux programmes musicaux et aux chaînes de cinéma. Selon les estimations, l'audience dans l'ensemble de l'Afghanistan serait cependant limitée à 100000 téléspectateurs au plus.

On a pu lire aussi dans les journaux afghans que l'interdiction faite aux télévisions étrangères de s'implanter dans le pays est secondaire par rapport aux difficultés auxquelles le pays doit faire face.

Selon divers analystes des médias, ces problèmes reflètent une crise plus profonde. Il s'agit de savoir comment assurer une couverture impartiale de l'actualité politique dans un pays dont les gouvernants sont divisés et de déterminer à quel rythme doivent s'opérer les changements, au sein d'une société religieuse et conservatrice.

Défis

Il est probable que le sud et l'est de l'Afghanistan, en particulier, connaîtront prochainement une nouvelle période d'instabilité, avec des conséquences sur le processus de reconstruction nationale. Cela risquerait d'inciter la communauté internationale et les bailleurs de fonds, qui exigent qu'on leur rende des comptes, à revenir sur leurs engagements financiers, notamment ceux du secteur des médias.

De surcroît, l'interprétation la plus stricte de la loi islamique, la shari'ah, reste d'actualité, malgré la fin du régime taliban, et l'un des principaux responsables du ministère de la Justice, Mawlawee Miranshah, estime que Voice of Afghan Women est contraire à la shari'ah.

D'autres prises de position témoignent de la lutte que se livrent, au sein du gouvernement, conservateurs et modérés, notamment avec l'interdiction officielle de chanter qui reste en vigueur à la télévision et à la radio d'État.

Plusieurs défis se posent donc désormais aux médias :

- favoriser l'instauration d'un système de radiodiffusion publique indépendant, représentatif de la société, reposant sur des bases solides et dont les responsables ne soient pas uniquement désignés par le ministère de l'Information ;
- encourager le pluralisme et l'indépendance des médias privés ;
- trouver des solutions aux problèmes de financement et à l'absence de marché publicitaire ;
- trouver des solutions aux problèmes liés à l'absence d'infrastructures technologiques ;
- consolider la législation sur la presse ;
- renforcer le rôle des médias dans le processus de reconstruction nationale et améliorer la transparence du gouvernement et du secteur public ;
- renforcer le rôle des médias dans le débat public.

La plupart des responsables afghans se disent convaincus que la reconstruction du pays est sur la bonne voie et que tout est mis en œuvre pour faciliter la mise en place de médias indépendants. Mais la mission onusienne d'assistance à l'Afghanistan reste sceptique, ayant eu vent de menaces grandissantes à l'égard des journalistes afghans, au cours des deux derniers mois.

Human Rights Watch, ONG basée à New York, se dit également préoccupée par un climat de peur omniprésent en Afghanistan et estime que les journalistes craignent de publier des articles critiquant le régime en place.